

COMPRENDRE LE GLOBAL GATEWAY DE L'UE

FAQ



APERÇU

QU'EST-CE QUE LA GLOBAL GATEWAY?

Le Global Gateway est le cadre stratégique de l'Union européenne visant à mobiliser des investissements dans les infrastructures matérielles et immatérielles des secteurs du numérique, du climat et de l'énergie, des transports, de la santé, de l'éducation et de la recherche. Il s'agit d'une initiative visant à promouvoir les valeurs et les intérêts stratégiques de l'UE à l'étranger. Il combine l'aide de l'UE (NDICI - Global Europe), les garanties/mixages du FEDD+, les États membres et les financements privés. Il vise à mobiliser 300 milliards d'euros d'ici 2027 ; l'Afrique représente le plus important financement régional (environ 150 milliards d'euros). Le Global Gateway n'est pas un instrument de financement autonome.

Comment et pourquoi le Global Gateway a-t-il été créé ?

Il a été lancé par l'Union européenne en 2021 en tant qu'initiative stratégique visant à opérer dans un paysage géopolitique plus compétitif et sujet aux crises et à projeter une « politique étrangère économique » qui aligne les intérêts et les valeurs de l'UE tout en offrant une alternative visible/une « offre positive » dans le financement des infrastructures mondiales.

Quels sont les cinq secteurs prioritaires ?

- Numérique : Infrastructures, cadre réglementaire, compétences numériques.
- Climat & Energie : Energies renouvelables, agroalimentaire durable, eau, déchets, préservation des écosystèmes.
- Transports : Réseaux, pôles logistiques, plateformes multimodales.
- Santé : Chaînes d'approvisionnement pharmaceutiques, production locale.
- Éducation et recherche : Éducation de qualité, formation professionnelle, réseaux universitaires

Quelle est la taille du portefeuille aujourd'hui ?

264 projets phares au total, dont 46 nouveaux en 2025 (la plupart dans le domaine du climat et de l'énergie). La concentration régionale couvre l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie et les Balkans, avec une prédominance africaine.

Qu'est-ce que « l'approche à 360 degrés » ?

L'UE présente l'approche à 360 degrés comme un moyen d'associer les infrastructures matérielles à un soutien environnemental favorable : cadres réglementaires, normes ESG, compétences/éducation, transfert de technologie, climat d'investissement - examinés selon six principes (valeurs démocratiques/normes élevées ; bonne gouvernance et transparence ; partenariats égaux ; vert et propre ; axé sur la sécurité ; catalyse du secteur privé).

GOVERNANCE ET PRISE DE DÉCISION

Qui met en œuvre GG ?

La gouvernance du Global Gateway rassemble la Commission européenne (DG INTPA et Team Europe), les États membres de l'UE, les institutions de financement du développement (par exemple, FEDD+, BEI/BERD) et les partenaires du secteur privé. Les initiatives Team Europe (TEI) constituent souvent le point d'ancrage de la mise en œuvre.

Qu'est-ce que la Plateforme consultative de la société civile et des collectivités locales ?

La plateforme consultative de la société civile et des autorités locales Global Gateway a été créée comme une interface formelle mise en place par la Commission pour consulter les OSC et les autorités locales autour de la stratégie GG (adhésion, modalités évolutives).

Pourquoi les partenaires trouvent-ils toujours GG déroutant ?

La multiplicité des institutions et des outils implique des interprétations différentes de ce qu'est la GG, créant ainsi une confusion narrative ; la lenteur des décaissements et la visibilité limitée des résultats compromettent également la clarté et l'adhésion.

INTÉGRITÉ DES FINANCES, DES INSTRUMENTS ET DE L'APD

Comment le GG est-il financé en pratique ?

- Institutions de l'UE et des États membres
- Banque européenne d'investissement (BEI) et Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)
- La Banque européenne d'investissement (BEI) devrait mobiliser environ 100 milliards d'euros – prêts, garanties et grands projets.
- Investissement privé
- Composition des subventions et des prêts : Le financement comprend 135 milliards d'euros d'investissements garantis par l'UE, 18 milliards d'euros de subventions directes et 145 milliards d'euros de prêts et de cofinancements de banques de développement et d'autres institutions.
- Instruments clés :
- NDICI-Global Europe : subventions, assistance technique (budget de 79 milliards d'euros)
- Fonds européen pour le développement durable plus (FEDD+) : garanties de l'UE pour mobiliser des prêts/investissements (mixage), et
- Instruments des États membres
- Capitaux privés mobilisés via des structures de partage des risques

Objectif : 300 milliards d'euros d'ici 2027 (au total, pas de nouveau pot).

Qu'en est-il de la combinaison de subventions et de garanties/prêts ?

Le cadre s'appuie fortement sur des financements/garanties mixtes pour attirer des capitaux privés, tandis que les subventions restent essentielles pour les secteurs sociaux, le travail basé sur les droits et la participation des OSC.

Le gouvernement fédéral « épuise-t-il » les fonds du NDICI ? Le gouvernement fédéral devrait-il être séparé du NDICI ?

La GG utilise les instruments existants, notamment l'Instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale - Europe dans le monde (NDICI). Bien que le règlement NDICI fixe des objectifs de dépenses clairs (par exemple, 30 % pour le climat, 10 % pour les migrations et 20 % de l'aide publique au développement (APD) pour le développement humain) et que l'exercice de programmation était déjà en cours lors de la publication de la stratégie de GG, dans la pratique, celle-ci a eu un impact considérable sur les priorités de l'UE dans ses pays partenaires. En tant que stratégie de la DG INTPA, il est difficile de la dissocier du NDICI en tant que principal instrument de financement de la coopération internationale. Des objectifs clairs, des garanties, la transparence et des enveloppes budgétaires dédiées aux résultats de développement sont essentiels.

Quelles sont les préoccupations concernant l'intégration de la GG dans le règlement sur l'Europe mondiale dans le prochain CFP (Cadre Financier Pluriannuel) ?

Le risque réside dans un « double objectif » pour le nouvel instrument « Europe dans le monde » : contribuer simultanément au développement durable et aux intérêts stratégiques de l'Union européenne. La proposition de la Commission européenne lui offre une flexibilité considérable dans l'utilisation des fonds, notamment en supprimant les objectifs de dépenses. Cette approche, dépourvue d'objectifs clairs et mesurables dans des domaines tels que le développement humain, l'égalité des sexes et l'environnement, comporte des risques importants quant à la manière dont les fonds seront dépensés, ce qui pourrait conduire à ce que l'instrument soit principalement utilisé comme un outil pour promouvoir la compétitivité et la sécurité économique de l'UE. Cependant, avec des garanties appropriées et une coordination interinstitutionnelle, l'alignement des instruments de financement sur la stratégie GG pourrait également être l'occasion de clarifier le cadre de coopération internationale de l'UE et de promouvoir des partenariats mutuellement bénéfiques.

Quel montant de financement privé GG a-t-il réellement mobilisé jusqu'à présent ?

Actuellement peu clair. La société civile exige constamment que la Commission publie des indicateurs de mobilisation et des informations au niveau des projets (méthodologies, données de référence, chiffres réels).



PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE : RÔLES, POINTS D'ENTRÉE, GARANTIES

Comment les groupes de la société civile sont-ils impliqués dans Global Gateway aujourd'hui ?

Officiellement via la plateforme consultative ; informellement via les délégations de l'UE, les dialogues nationaux et les consultations au niveau des projets. En pratique, l'engagement est ponctuel et inégal, en particulier pour les groupes dirigés par des femmes, des jeunes, des personnes handicapées et des groupes locaux.

À quels défis les OSC sont-elles confrontées dans leur engagement avec le GG ?

Les OSC soulignent les lacunes en matière de transparence, de responsabilité et d'influence réelle au sein du processus décisionnel et appellent à une meilleure inclusion, notamment au niveau de la mise en œuvre des projets et dans les communautés locales directement touchées par les investissements.

Quels rôles les OSC peuvent-elles jouer au-delà de celui de « chiens de garde » ?

- Co-concepteurs : Partager leurs connaissances et leur expertise, car ils ont accès à des informations et des données locales qui peuvent façonner la conception du projet, faire ressortir les priorités de la communauté, les données et les perspectives sur le genre et le handicap.
- Partenaires de mise en œuvre : assurer la mise en œuvre des composantes sociales/d'inclusion.
- Partenaires responsables : surveillance indépendante, mécanismes de réclamation, ainsi que soutien aux solutions constructives et facilitation des boucles de rétroaction pour rendre les projets plus réactifs aux besoins de la communauté.
- Bâisseurs de ponts : instaurer un dialogue entre les autorités, les IFD, les investisseurs et les communautés

Points d'entrée pratiques au niveau des pays :

- Impliquer les délégations de l'UE dès le début (MIP/TEI/pipelines des pays)
- Relier les feuilles de route nationales des OSC aux processus de gouvernance verte
- Proposer des indicateurs clés de performance (KPI) sur les droits, le genre, le handicap, les inégalités, l'ESG
- Demander des portails de projets publics avec des pipelines, des financements, des entrepreneurs, des garanties, des évaluations d'impact

Quelles ressources sont nécessaires pour une participation significative des OSC ?

- Lignes budgétaires dédiées au sein des programmes phares pour la participation, l'engagement et le suivi indépendant des OSC
- Capacité des délégations de l'UE (personnel/temps) à organiser des consultations régulières

SECTEUR PRIVÉ ET IFD : S'ENGAGER DE MANIÈRE RESPONSABLE

« Les IFD sont des banques ; les ONG n'accordent pas de prêts. » Comment les OSC devraient-elles s'y retrouver ?

Protégez les subventions pour les postes de CS. Utilisez les opérations DFI pour définir des indicateurs clés de performance sociaux, mettre en place un suivi indépendant et garantir l'accessibilité des mécanismes de réclamation.

Les OSC devraient-elles impliquer les entreprises européennes ou les acteurs nationaux, ou les deux ?

Les deux:

- Entreprises européennes : due diligence, normes ESG, processus de recours
- Secteur privé local : emplois, modèles d'affaires socialement inclusifs, entreprises dirigées par des femmes, écosystèmes de maintenance, valeur ajoutée nationale
- Tables rondes conjointes de la délégation de l'UE pour s'aligner sur les avantages communautaires

Quelles sont les garanties essentielles ?

- Documents publics E&S (EIES, PAR, SEP)
 - EIES → Évaluations d'impact environnemental et social
 - PAR → Plans d'action de réinstallation
 - SEP → Plans d'engagement des parties prenantes
- Plans d'action en matière de genre et de handicap
- Données ouvertes sur les finances/entrepreneurs
- Surveillance indépendante avec participation communautaire
- Systèmes de réclamation dans les langues locales
- Transition juste et mesures à valeur ajoutée locale

Comment concrétiser concrètement une vision partagée entre la société civile et le secteur privé ?

Une façon de trouver des complémentarités est de créer des modèles d'affaires socialement inclusifs et de renforcer les systèmes de protection sociale, qui peuvent servir de base pour maximiser les avantages du Global Gateway..



INCLUSION, DROITS ET « VALEURS CONTRE INTÉRÊTS »

Comment l'UE concilie-t-elle valeurs et intérêts dans le GG? Sur le papier, LE gg combine objectifs de développement et objectifs stratégiques et économiques de l'UE, notamment grâce à son approche à 360 degrés qui définit six principes d'investissement (valeurs démocratiques/normes élevées ; bonne gouvernance et transparence ; partenariats équitables ; vert et propre ; axé sur la sécurité ; catalyse du secteur privé). L'article 208 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne stipule que l'éradication de la pauvreté est l'objectif premier de la coopération au développement. Dans la pratique, l'équilibre penche souvent en faveur des intérêts ; les OSC militent en faveur d'objectifs explicites et suivis (droits, genre, handicap, avantages pour la communauté).

Pour plus d'informations à ce sujet, vous pouvez consulter le rapport de Counter Balance, Eurodad et Oxfam intitulé « À qui profite le Global Gateway ? La nouvelle stratégie de l'UE pour la coopération au développement », le rapport de l'ECDPM intitulé « La stratégie Global Gateway de l'UE : Donner la parole aux autorités locales » et le rapport de Concord intitulé « Une passerelle vers l'égalité ? Perspectives du Salvador et du Lesotho sur la lutte contre les inégalités dans les programmes Global Gateway de l'Union européenne ».

Comment les questions de handicap sont-elles intégrées ?

Les OSC appellent à une intégration tout au long du cycle :

- Sélection : éligibilité/pondération
- Conception : accès universel, technologies d'assistance, informations accessibles
- Suivi : indicateurs clés de performance ventilés par handicap
- Gouvernance : participation et ressources des OPH

En pratique, qu'est-ce que « l'approche 360° » ?

L'UE présente l'approche à 360 degrés comme un moyen d'associer infrastructures matérielles et soutien à un environnement favorable : cadres réglementaires, normes ESG, compétences/éducation, transfert de technologie, climat d'investissement, le tout évalué selon six principes (valeurs démocratiques/normes élevées ; bonne gouvernance et transparence ; partenariats équitables ; vert et propre ; axé sur la sécurité ; catalyseur du secteur privé). Par exemple :

- Centre de fabrication de vaccins en Afrique, où l'approche à 360 degrés comprend l'investissement dans les compétences, le transfert de technologie et le cadre réglementaire des vaccins.
- Projet d'hydrogène vert en Namibie, où les investissements dans les infrastructures s'accompagnent d'investissements dans les compétences et la formation professionnelle.

PERSPECTIVES NATIONALES ET ÉTUDES DE CAS

Kazakhstan (ARGO) :

- Le Kazakhstan est un partenaire central pour l'UE en raison de sa situation sur le Corridor central et de ses ressources.
- Projets:
 - Méga-projet d'hydrogène vert de 50 milliards d'euros (Svevind Energy).
 - Extraction à grande échelle de lithium et de terres rares.
 - Amélioration des infrastructures sur la route transcaspienne.
- Préoccupations : Faiblesse des normes ESG, mauvaise consultation, risques environnementaux (impacts sur l'eau/les terres) et risque d'être réduit à un fournisseur de matières premières.
- Réponse de la société civile : créer des coalitions d'ONG, d'experts et de communautés pour exiger la transparence, la réglementation et la création d'emplois locaux.
- Recommandations : Garantir des cadres ESG, un traitement national et des mesures de transition justes.

Chili (ACTION)

- Les projets GG comprennent les énergies renouvelables et les infrastructures numériques.
- Positif : opportunités de modernisation et de diversification.
- Préoccupations : transparence des accords, manque de consultation structurée et faible intégration des normes sociales/environnementales.
- Appel à un renforcement de la surveillance de la société civile pour garantir que les projets profitent aux communautés, et pas seulement aux marchés.

Kenya (FEMNET/META) :

- L'initiative META aide les OSC à comprendre et à s'engager dans la GG.
- Réalisations : renforcement des coalitions, création d'un canal permettant aux organisations dirigées par des femmes d'exprimer leurs préoccupations.
- Défis : manque d'informations en temps opportun sur les projets en cours, nécessité d'un engagement plus fort de la délégation de l'UE auprès des groupes de base.
- Recommandation : institutionnaliser la consultation des OSC dans le cadre du cycle de gouvernance du GG.



PERSPECTIVES D'AVENIR ET STRATÉGIE

Que se passera-t-il après 2027 et comment les OSC peuvent-elles influencer la prochaine phase de Global Gateway ?

- La Commission a indiqué que **l'approche fondamentale du GG se poursuivra** probablement lors du prochain cycle budgétaire (2028-2034).
- La véritable question est de savoir si la GG sera intégrée de manière à privilégier **l'autonomie stratégique de l'UE** ou des **partenariats de développement équilibrés**.
- Les OSC peuvent y parvenir en :
 - **Fournir des preuves** : documenter les actions menées par GG (ou non) pour les communautés, les droits et l'inclusion.
 - **Proposer des objectifs mesurables** : genre, handicap, inégalités, climat/ESG.
 - **Participer aux débats du CFP dès le début** : contribuer aux consultations, faire pression sur les gouvernements nationaux et les députés européens.
 - **Faire pression pour des garanties institutionnelles** : mécanismes de consultation contraignants, portails publics, indicateurs transparents.
 - **Mettre en évidence les alternatives** : plaider en faveur d'un financement basé sur des subventions, d'investissements communautaires et de programmes plus solides du secteur social au sein de GG.
 - **Contribuer à façonner davantage l'approche à 360 degrés (et le rôle des OSC dans celle-ci)** en soulignant comment les investissements dans « l'environnement favorable » (par exemple dans les secteurs sociaux) sont essentiels pour que l'UE puisse construire des partenariats plus solides.

Comment les OSC et les groupes de réflexion peuvent-ils se positionner au mieux pour influencer les futurs débats et négociations sur Global Gateway et la coopération au développement de l'UE ?

- **Participer dès le début aux débats sur le budget de l'UE** : le cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034 déterminera le mode de financement et de gouvernance de la gouvernance verte. Les OSC doivent se préparer dès maintenant en apportant des données probantes et des propositions aux consultations et en faisant pression sur les États membres et les députés européens.
- **Documenter les données probantes du terrain** : utiliser des études de cas et des données sur l'impact (ou les lacunes) de la gouvernance verte pour montrer ses apports aux communautés et ses faiblesses. Un plaidoyer fondé sur des données probantes est essentiel dans les débats bruxellois.
- **Proposer des objectifs et des garanties mesurables** : faire pression pour des indicateurs clés de performance contraignants en matière de développement humain, d'égalité des sexes, d'inclusion du handicap, de réduction des inégalités et de participation civique.
- **Renforcer les coalitions** : Construire des alliances entre la société civile, les groupes de réflexion, le monde universitaire et les autorités locales pour présenter une voix unie.
- **Tirer parti des délégations de l'UE** : collaborer régulièrement avec les délégations des pays partenaires pour garantir que les perspectives nationales et régionales façonnent le récit au niveau de Bruxelles.
- **Restez visible dans les forums clés** : participez au Global Gateway Forum, aux sommets UE-Afrique et UE-ALC et aux plateformes consultatives des OSC pour maintenir la pression sur les décideurs.